COURT OF QUEEN'S BENCH.

MONTREAL, September 20, 1882.

MONK, RAMSAY, TESSIER, CROSS & BABY, JJ.

LIONAIS *et al.* (opposants below), Appellants,
& LA BANQUE MOLSON (plaintiff below,) Res-
pondent.

Interpretation of will—Powers of Executor.

The appeal was from a judgment of the Superior Court, Montreal, Sicotte, J., Sept. 13, 1880. (See 3 Legal News, p. 86, for judgment of the Court below).

CROSS, J. (dissenting). The Molsons Bank obtained judgment against the maker and the endorser of certain promissory notes drawn by E. H. Charles Lionais, and endorsed by Hardoin Lionais, in his quality of executor to the last will and testament of his deceased wife, Henriette Moreau, mother of said E. H. Charles Lionais, the amount being for \$8,963.83, besides interest and costs.

On the 25th February, 1879, the bank sued out a writ of execution, and under it seized certain properties pertaining to the estate of Henriette Moreau.

J. D. E. Lionais and others, children of the marriage of Hardoin Lionais and Henriette Moreau, made an opposition to this seizure, claiming the properties as theirs under their mother's will, which, besides constituting them universal legatees, provided that the properties should be *incessible* and *insaisissable*, and not liable for any debts, created by the said Hardoin Lionais, nor for any debts whatsoever, save those which had been created by the testatrix herself under her own signature. They therefore concluded for the nullity of the seizure.

This opposition was contested by the Molsons Bank, which contestation was sustained, and the opposition dismissed by judgment of the Superior Court, rendered on the 13th September, 1880. The opposants have instituted the present appeal.

The questions raised are:—

1. Whether the property seized belongs to the defendant Hardoin Lionais himself, or to the opposants, J. D. E. Lionais *et al.*, children of Hardoin Lionais and Henriette Moreau, deceased.

2. Whether, if not the property of Hardoin Lionais, it can be affected by endorsements of his in his quality of executor upon promissory notes

drawn by E. H. Charles Lionais, one of his sons. The provisions of Henriette Moreau's will are in the terms following:—

“ Article 3me. Je donne et je lègue tous mes biens, meubles et immeubles, propres et acquêts, meubles meublant, argenterie, dettes actives, créances, actions ou parts de banque, deniers comptants, valeurs, cédules et obligations et toutes autres choses généralement quelconques que je délaisserai à mon décès, sans en rien excepter ni réserver, de quelque nature qu'ils soient, et en quelques lieux et endroits qu'ils se trouvent dus et situés, aux enfants issus de mon mariage avec le dit Hardoin Lionais, mon époux, et en cas de prédécès d'aucun d'eux, aux enfants nés du ou des prédécédés en légitime mariage, par représentation.

A l'effet de quoi, je les institue mes légataires universels en propriété et jouissance, sujet, toutefois, aux restrictions et conditions exprimées en l'article 5me ci-après.

Article 4me. Et pour exécuter mon présent testament je nomme et choisis le dit Hardoin Lionais, mon époux, mon Exécuteur Testamentaire, ès-mains duquel je me dessaisis de tous mes biens, lui en donnant la saisine durant et au-delà de l'an et jour, et pendant tout le temps que durera l'administration de mes dits biens, sans être tenu de donner un cautionnement, ni de faire inventaire, ni même de rendre compte.

Article 5me. Je nomme mon dit époux, Hardoin Lionais, administrateur de tous mes dits biens, tant en propriété qu'en usufruit, avec pouvoir de les vendre, céder échanger, hypothéquer, aliéner ou autrement en disposer, soit en propriété, soit en usufruit, fruits et revenus, l'autorisant à faire, signer et exécuter tous billets, chèques, obligations, reçus, quittances et tous autres actes et documents requis, et généralement à faire tous actes de la plus entière administration, sans qu'il soit besoin, en aucun cas, d'autorisation préalable des Cours de Justice, ni du consentement ni de l'intervention de mes héritiers aucun d'eux.

Et pour les fins de cette administration, je veux et entends que mon dit époux, ès dites qualités, soit revêtu et je le revêts et l'investis des mêmes droits, pouvoirs et autorisation qui lui sont conférés dans et par la Procuration générale que je lui ai accordée le sept de juillet mil huit cent cinquante-quatre, par acte reçu devant M^{re}. L. A. Moreau et son confrère, Notaires, et ce,